

« Quand on a commencé à fuir, ils nous ont découpés à la machette » : le drame du camp de Plaine Savo, en RDC, où 76 000 civils sont assiégés par l'armée

Morgane Le Cam, Philémon Barbier

Le Monde, 22 juillet 2026

REPORTAGE. Depuis décembre 2025, les déplacés des combats de la province de l'Ituri en République démocratique du Congo sont assiégés dans le camp et victimes d'attaques par l'armée régulière et une milice alliée, qui les considèrent comme des combattants du groupe armé adverse.



Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

Par Morgane Le Cam (Fataki, camp de Plaine Savo [République démocratique du Congo], envoyée spéciale) et Philémon Barbier (photographe)

Leur refuge est devenu une enclave assiégée, dans laquelle certains, comme Drava, 7 ans, luttent pour rester en vie. Prostrée sur un des lits du centre médical tenu par Médecins sans frontières (MSF) dans le camp de déplacés de Plaine Savo, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), la fillette au ventre gonflé et aux membres décharnés est en soin nutritionnel intensif, ce 13 juin. Orpheline, paralysée des deux jambes en raison de son état de malnutrition aiguë, Drava est arrivée au centre deux jours plus tôt, portée à bout de bras par sa sœur de 14 ans. « Elle n'a pas réussi à lui trouver suffisamment à manger. Leur mère a été tuée dans les conflits et leur père a disparu après être sorti du camp pour aller chercher de la nourriture », raconte un des médecins.

Le site, vaste vallée parsemée de milliers de bâches de fortune, est lové dans les collines du territoire de Djugu, la zone de la province de l'Ituri la plus meurtrie par les conflits opposant des milices à l'armée congolaise. Il fait partie des 69 camps gérés par le



Drava, 7 ans, souffrant de malnutrition aiguë, et sa sœur de 14 ans, dans le camp de déplacés de Plaine Savo, en République démocratique du Congo, le 13 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés dans la province, laquelle enregistre 1 million de déplacés. La recrudescence des violences dans la zone a empêché toute distribution alimentaire à Plaine Savo pendant plusieurs semaines. Pour les quelque 76 000 Congolais qui y vivent au ralenti, s'en extraire pour échapper à la faim revient à risquer sa vie.

Comme probablement le père de la petite Drava, un nombre indéterminé d'entre eux ont été tués par l'armée congolaise et une milice alliée alors qu'ils tentaient d'en sortir, selon de nombreuses sources humanitaires, médicales et sécuritaires rencontrées par *Le Monde* en Ituri. Sur les crêtes des collines encerclant la vaste cuvette où se trouve le site de Plaine Savo, leurs soldats assiègent les déplacés depuis fin 2025, dans

l'indifférence générale. Pour une fois, les yeux de la communauté internationale sont pourtant rivés sur cette province isolée, située à plus de 3 000 kilomètres de Kinshasa. Mais c'est un autre sujet qui concentre l'attention. L'épidémie de maladie à virus Ebola y fait des ravages depuis fin février, sans que le gouvernement parvienne à la maîtriser. D'après un bilan du gouvernement congolais au 20 juillet, 967 personnes en sont mortes.

Un drame supplémentaire dans cette région emportée depuis la fin des années 1990 dans une spirale de conflits miliciens qui ont tué des dizaines de milliers d'habitants. En Ituri, les groupes armés constitués sur des bases communautaires prospèrent sur fond de faillite de l'Etat central, et sont instrumentalisés par des hommes politiques de tout bord. Depuis l'indépendance du pays en 1960, les forces armées congolaises (FARDC), désorganisées, sous-équipées et indisciplinées, s'appuient régulièrement sur ces milices meurtrières et revoient leurs alliances au gré des urgences, pour garder un pied dans la province. Elles partagent avec leurs adversaires le même objectif prédateur : exploiter ces terres riches en or, en gaz et en pétrole. Le conflit de Plaine Savo est la dernière mutation de ces affrontements sans fin.

« Comme une prison »

Début décembre 2025, un des groupes armés, la Convention pour la révolution populaire (CRP), constitué majoritairement de membres de la communauté hema, a lancé une offensive dans les villages situés aux

abords du camp de Plaine Savo. L'armée a riposté et quasiment toutes les localités ont été vidées de leur population. Les deux parties ont été accusées de multiples exactions.

A quelques centaines de mètres du camp, Bulé, autrefois poumon commercial des environs, n'est plus qu'un village fantôme traversé par quelques soldats congolais. Toutes les baraques ont été désertées. Les impacts de balles et d'obus sur les murs témoignent de l'âpreté des combats. Ceux-ci ont duré jusqu'en mars et ont poussé plus de 50 000 Congolais, appartenant majoritairement à la communauté hema, à fuir pour aller s'entasser dans le camp de Plaine Savo.



A proximité du village de Bassa, en République démocratique du Congo, le 12 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

Parmi eux, plusieurs sources évoquent la présence de miliciens de la CRP, ce que conteste la direction de cette dernière, contactée par *Le Monde*. Comment différencier un combattant d'un déplacé civil, dans ces camps où les armes sont soigneusement ca-



Le camp de déplacés de Plaine Savo, en République démocratique du Congo, le 13 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

chées sous le couvert des tentes ? L'armée ne fait pas la distinction. Elle a donc assiégé Plaine Savo. « *Les soldats disent que toute la communauté hema est avec la CRP. Il faut nous aider. Nous sommes comme dans une prison ici. Quand on essaie de sortir pour chercher à manger, les FARDC nous tirent dessus et violent [les femmes]* », raconte Emmanuel Ndalo Budz', 34 ans, président du camp.

Les blessés les plus graves sont pris en charge à l'hôpital de Fataki, une localité située à une dizaine de kilomètres. Depuis son arrivée dans l'établissement début mars, MSF y a soigné 120 personnes venant du camp et de ses environs. Mi-juin, *Le Monde* a rencontré quatre d'entre elles. Toutes ont été blessées, par balle ou par arme blanche, par des soldats congolais ou des miliciens de la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco). Jeanne, une Congolaise de



Emmanuel Ndalo Budz', président du camp de déplacés de Plaine Savo, en République démocratique du Congo, le 13 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

46 ans accueillie en mars, est une miraculée. Elle a été retrouvée inconsciente dans un champ de maïs, puis transportée dans les bras d'inconnus jusqu'à l'hôpital. « *Ses deux mains ne tenaient qu'à des lambeaux de peau. Comme ses assaillants avaient tenté de la décapiter, ses cervicales ont été touchées, entraînant une hémiplegie côté droit* », décrit Dieudonné Mbusa Ndjalengo, le médecin responsable du personnel de l'hôpital.

La Congolaise émaciée avait profité d'une des rares ouvertures du blocus concédées par les FARDC aux femmes et aux mineurs pour aller chercher à manger pour ses cinq enfants, affamés. Quand elle est parvenue au champ, « *les ennemis sont arrivés par-derrière* ». « *Quand on a commencé à fuir, ils nous ont découpés à la machette. Certains sont morts* », glisse-t-elle d'une voix fluette, incapable de donner un bilan plus précis. Elle

est encore affaiblie par l'amputation de ses deux mains et les innombrables points de suture réalisés par les médecins pour maintenir sa tête sur son corps.



Jeanne, 46 ans, a subi une attaque à la machette la laissant pour morte durant trois jours. Elle est soignée à l'hôpital de Fataki, en République démocratique du Congo, le 12 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

Depuis cette attaque, Jeanne est seule. Son mari a été tué le jour du drame. Son aîné de 15 ans a quant à lui disparu en mars 2023, quand toute la famille a dû fuir son village d'origine, Angulu, lors d'une attaque de la Codeco. Les trois autres, âgés de 14, 10 et 6 ans, étaient restés seuls à Plaine Savo en attendant le retour de leurs parents. Leur mère les y a rejoints seulement à la mi-juillet. Privée de son époux, de ses deux mains, de toute ressource et d'une nourriture suffisante dans le camp, les jours de Jeanne sont probablement comptés.

Des « dérapages »

Depuis son ouverture en 2019, l'histoire du camp de Plaine Savo est jalonnée par les tueries, tantôt imputées à l'armée, tantôt à ses milices rivales ou alliées. Dans un coin du camp, des amas de terre s'étalent à perte de vue. Entre les tombes, trois fosses communes ont été creusées. Les restes de 68 personnes tuées entre février 2022 et septembre 2024 par la Codeco y reposent. Le groupe armé était alors la force la plus meurtrière et l'ennemi numéro un de l'armée en Ituri. Depuis, il est devenu son allié officieux pour contrer la montée en puissance de la CRP, décrite dans un rapport des Nations unies, daté de la mi-juin, comme le « *principal facteur d'insécurité* » dans la province, avec ses quelque 1 000 combattants.

L'itinéraire de son créateur, Thomas Lubanga, illustre les contorsions et revirements de la politique en RDC. Le rebelle congolais est le premier condamné par la Cour pénale internationale, en 2012, pour l'enrôlement et la conscription d'enfants. Après quatorze ans de prison et une brève collaboration avec Kinshasa, le chef de guerre a repris les armes. En mars 2025, il a créé la CRP en Ouganda, où il s'est exilé.

Par le passé, le petit voisin de la RDC a déjà instrumentalisé des groupes armés locaux pour prendre le contrôle des ressources de l'Ituri. Le rapport onusien relève des « *transferts de matériel de guerre à la CRP par des éléments des UPDF* [l'armée ougandaise] ». En février et mars 2025, 1 000 soldats ougandais ont en outre été déployés avec un matériel de guerre considérable en Ituri, sans



Le cimetière du camp de déplacés de Plaine Savo, en République démocratique du Congo, le 13 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

l'accord du gouvernement congolais, selon plusieurs sources. Certains d'entre eux sont positionnés autour du camp de Plaine Savo. Joint par *Le Monde*, Thomas Lubanga nie toute relation entre son groupe et Kampala. Les déplacés rencontrés voient ce déploiement favorablement car il dissuade, selon eux, l'armée congolaise et la Codeco d'y pénétrer pour commettre davantage de tueries. Rencontré par *Le Monde* en Ituri, Bassa Zukpa, le chef de la Codeco, admet des « *dérapages* » contre des civils sur le territoire de Djugu, affirmant avoir enjoint à ses hommes de les éviter.

L'étau n'a cessé de se resserrer autour des habitants du camp. Agrippé au rebord de son lit, à l'hôpital de Fataki, Mandro, 50 ans, a échappé de peu à la mort, fin avril. Avec cinq autres déplacés du camp, le père de huit enfants a profité d'un moment d'inattention des FARDC pour « *se faufiler dehors et récupéré*



Des fosses communes dans le camp de déplacés de Plaine Savo, en République démocratique du Congo, le 13 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »



Mandro, 50 ans, sur son lit d'hôpital à Fataki, en République démocratique du Congo, le 12 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

rer de quoi manger », raconte-t-il d'un ton saccadé, le regard fuyant. Un peu plus loin, « les militaires nous ont attrapés, ligotés avec nos chemises puis amenés dans leur camp et nous ont jetés dans une fosse septique. Ils nous ont poignardés avec des baïonnettes », poursuit-il. Sa chemise à carreaux cache une plaie profonde au thorax, qui a endommagé ses deux poumons. Deux de ses compagnons sont morts dans la fosse. Lui y a passé une journée avant de réussir à s'enfuir et à regagner l'hôpital, avec trois autres survivants. L'un d'entre eux n'a pas survécu à ses blessures.

Depuis décembre 2025, 26 personnes sont mortes de faim dans le camp en raison du blocus imposé par l'armée et son allié, selon la direction du site. *« On constate une augmentation sensible des cas de malnutrition depuis le début [de 2026] car les gens n'ont pas accès à leurs champs », relève le docteur Aimé Lo-*

junga. Le médecin, qui travaille d'ordinaire au centre de santé de Bulé, a lui-même fui les combats entre les FARDC et la CRP. Le 4 février, « un obus est tombé dans le centre alors que j'étais en pleine opération césarienne », raconte-t-il. Les six autres femmes enceintes alors présentes dans son établissement ont déguerpi avec lui avant d'avoir pu être opérées.

Depuis son arrivée dans le camp, le docteur Lojunga continue de soigner tant bien que mal les femmes enceintes. Quatre d'entre elles ayant développé des complications obstétriques sont mortes, faute d'avoir pu être transférées à l'hôpital. Le 13 juin, deux autres venaient d'arriver dans son centre de santé, violées par des hommes armés non identifiés. Les consultations de femmes victimes de violences sexuelles ont explosé. Le soignant en dénombre entre *« 10 et 20 par jour »*. A quelques dizaines de mètres de lui, une femme de 85 ans claudique, agrippée à ses



Construction d'un abri dans le camp de déplacés de Plaine Savo, en République démocratique du Congo, le 13 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »

deux cannes, un sachet de pilules à la main. « *Les médicaments ne fonctionnent pas car on n'a rien à manger* », lâche-t-elle, avant de raconter avoir été « *arrêtée par les militaires* » et violée par des crosses de fusil, fin 2025, dans son village d'origine. Le viol lui a laissé les deux jambes brisées. Contactés, ni le gouvernement congolais ni l'état-major des FARDC n'ont répondu aux sollicitations du *Monde*.



Des habitants au bord de la route entre Fataki et le camp de déplacés de Plaine Savo, en République démocratique du Congo, le 13 juin 2026. Philémon Barbier/hors format pour « Le Monde »